

# Les 10 priorités de Jean-Luc Mélenchon pour 2017

 [huffingtonpost.fr/2016/10/16/les-10-priorites-de-jean-luc-melenchon-pour-2017/](http://huffingtonpost.fr/2016/10/16/les-10-priorites-de-jean-luc-melenchon-pour-2017/)



PRESIDENTIELLE 2017 - Refus des traités de libre-échange, abrogation de la loi travail, instauration d'une "règle verte", hausse du Smic... Les soutiens de [Jean-Luc Mélenchon](#) ont arrêté par un vote ce dimanche les dix priorités du programme du candidat à [l'élection présidentielle de 2017](#).

Quelque 11.362 membres de la "France insoumise", soit 10% du mouvement revendiquant 130.000 sympathisants créé pour porter la candidature du député européen, ont voté jusqu'à dimanche matin pour mettre en valeur dix des 357 mesures figurant dans le programme "l'Avenir en commun" présenté lors de leur première convention à Saint-André-lez-Lille, dans la banlieue de Lille.

"Ce que nous menons, c'est un processus révolutionnaire. Je ne peux pas être le président de la République qui applique ce programme sans que le peuple tout entier s'en mêle", a déclaré Jean-Luc Mélenchon au début d'un discours fleuve sur le mode du stand-up dans lequel il a défendu "la planification écologique" comme alternative à "l'esclavage" du libre-échange.

## **Contre "la société monstrueuse du déchet"**

"Il s'agit de 10 mesures emblématiques qui serviront de support à la campagne, à partir desquelles on va fabriquer du matériel électoral, ça donne une idée de l'orientation générale du mouvement", a expliqué à la presse Charlotte Girard, coordinatrice du projet.

Le refus du traité de libre-échange en cours de négociations avec les Etats-Unis (Tafta) et celui déjà abouti avec le Canada (Ceta) arrive en première place, avec 48% des voix. "Si ces accords sont appliqués, c'est le contraire de tout ce à quoi nous aspirons" qui interviendra, s'est félicité sur scène Jean-Luc Mélenchon. Viennent juste après l'abrogation de la loi travail (43,5%) et l'instauration de la "règle verte", consistant à ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer (38,5%).

La "refondation démocratique" des traités européens et, à défaut, l'application d'un "plan B" prend la quatrième place, et la mise en place d'un "plan de transition énergétique vers les énergies renouvelables par la sortie du nucléaire", la cinquième (36%). Sur scène, Jean-Luc Mélenchon a longuement défendu le principe de la "planification écologique" comme un remède à "la société monstrueuse du déchet". "Si l'on ne planifie pas, on ne pourra pas faire la transition écologique", a-t-il plaidé.

S'agaçant que l'on renvoie sans cesse la planification à l'URSS, l'eurodéputé a rappelé que le général De Gaulle

avait lui-même choisi le plan pour reconstruire la France: "ce n'était pas un communiste avec un couteau entre les dents".

### **Révolution institutionnelle pour "refonder le peuple"**

Autres priorités, un peu plus d'un tiers des votants (35,5%) souhaitent valoriser dans la campagne "le droit de révoquer un(e) élu(e)" et 35% le référendum pour engager le processus de réunion d'une Assemblée constituante. Une idée-phare défendue de longue date par Jean-Luc Mélenchon qui en appelle à la "refondation du peuple par lui-même".

Ils ont été 33,5% à vouloir placer en priorité la "protection des biens communs", comme l'eau, l'air, le vivant ou la monnaie, et 31,5% à défendre la séparation des banques d'affaires et de détail et la création d'un pôle public bancaire.

Enfin, l'instauration d'un Smic mensuel à 1.300 euros nets et la revalorisation des salaires des fonctionnaires (28%) est la dernière mesure retenue comme priorité.

### **Retraite à 60 ans, 35 voire 32 heures...**

En présentant ces résultats à la salle du petit millier de "conventionnels" dont deux tiers ont été tirés au sort, Mme Girard a mentionné d'autres mesures arrivées "dans un mouchoir de poche" juste après.

Parmi celles-ci, la retraite à 60 ans (27%), le refus des OGM et des pesticides (26%), "les 35 heures pour de vrai et aller vers les 32 heures" (25%), la sortie de l'Otan (24,5%) et le remboursement des soins de santé à 100% (21%).

Le programme "L'Avenir en commun", élaboré avec la contribution de quelque 3.000 sympathisants, des appareils politiques qui ont rejoint la candidature de Jean-Luc Mélenchon et sur la base d'une quinzaine d'auditions d'experts, sera finalisé et édité en décembre. Parallèlement, seront produits des "livrets thématiques" pour approfondir certains sujets et des "ateliers législatifs" pour préparer projets de loi et textes juridiques.